



PREFET  
DE L'AVEYRON

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

UNITE INTER-DEPARTEMENTALE TARN AVEYRON

Arrêté n° ~~2018~~ 03-30 00005 du 30 MARS 2021

Objet : Mise en demeure de la SAS Établissements MIQUEL Récupération de respecter les prescriptions applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux.

---

LA PRÉFÈTE DE L'AVEYRON  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 80-3647 délivré le 20 octobre 1980 à M. Guy Miquel l'autorisant à exploiter un dépôt de ferrailles à Blaye, commune de Lédergues (12170) ;
- VU** le récépissé préfectoral n°12250 du 1<sup>er</sup> juin 2006 actant le changement d'exploitant au profit de Mme Annie Miquel pour la poursuite des activités de récupération de ferrailles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé et les articles suivants, qui disposent :

**Article 11- Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

*I. – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

*Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.*

[...]

**Article 14 - Collecte des effluents**

*Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation,*

*aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.*

*[...]*

#### **Article 16 – Rejet des effluents**

*Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.*

- VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 3 mars 2021 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 21 janvier 2021 l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de dispositif de rétention pour et sous des fûts de liquide hydraulique de 200 litres ;

**CONSIDÉRANT** que lors de cette même visite l'inspecteur des installations classées a constaté l'absence de gestion des eaux météoriques, y compris celles susceptibles d'être souillées ;

**CONSIDÉRANT** que le débourbeur-déshuileur du site est non accessible car recouvert par des amas de ferrailles diverses, et que lors de la visite l'exploitant n'a pu présenter à l'inspecteur le moindre document qui justifierait l'entretien de l'ouvrage et en garantirait son bon fonctionnement ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 11, 14 et 16 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS Établissements MIQUEL Récupération afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron ;

### **- A R R Ê T E -**

**Article 1<sup>er</sup>** : La SAS Établissements MIQUEL Récupération, exploitant une installation de récupération de métaux non dangereux située à Blaye, commune de Lédergues (12170), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Article 2** : La SAS Établissements MIQUEL Récupération est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté ;

**Article 3** : La SAS Établissements MIQUEL Récupération est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté ;

La SAS Établissements MIQUEL Récupération doit fournir un justificatif de l'entretien de l'ouvrage débourbeur-déshuileur tel qu'indiqué à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé, dans ce délai de quatre mois ;

**Article 4 :** En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent arrêté dans les délais prévus par ces articles, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 5 :** Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Toulouse, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

**Article 6 :** La Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aveyron, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet des services de l'État en Aveyron, notifié à la SAS Etablissement Miquel et adressé pour information au maire de Lédergues.

Fait à Rodez, le **30 MARS 2021**

Pour la préfète et par délégation,  
la secrétaire générale



Michèle LUGRAND